

Les premiers sommets visaient surtout à favoriser la reprise économique. Les participants ont convenu de mesures devant aider à maintenir la croissance économique et à réduire le chômage, sans pour autant occasionner de poussées inflationnistes.

Le Sommet de Tokyo, en 1986, contribua à promouvoir la collaboration sur le plan macroéconomique en surveillant étroitement le produit national brut et les taux d'inflation, d'intérêt et de change de chaque pays. Les ministres des Finances du Canada et de l'Italie furent alors invités à se joindre à ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des sept ministres des Finances. Depuis ce temps, les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et de hauts fonctionnaires des pays du G-7 se rencontrent régulièrement pour discuter de la performance et des politiques économiques de leur pays et pour renforcer la coopération internationale sur les plans économique et monétaire.

Au Sommet de Munich, en 1992, les dirigeants ont vu la nécessité de réduire le chômage et d'adapter davantage le marché du travail aux nouvelles conditions économiques. L'année suivante, à Tokyo, ils ont adopté une stratégie de croissance mondiale visant à favoriser la création d'emplois. En 1994, les États-Unis ont organisé, à Detroit, la Conférence du G-7 sur l'emploi; celle-ci devait permettre de partager des idées et des expériences sur la création d'emplois et les façons de réduire le chômage. Une autre Conférence du G-7 sur l'emploi a eu lieu à Lille, en France, en 1996. Le Japon sera l'hôte d'une rencontre de haut niveau sur l'emploi à Kobe à l'automne 1997, laquelle sera suivie en janvier 1998 d'un mini-sommet sur le même thème tenu au Royaume Uni.

En 1994, le Sommet de Naples s'est essentiellement consacré à des questions économiques clés comme l'emploi et la croissance, aux relations avec la Russie, aux réformes en Ukraine et au commerce international. Il a notamment eu pour résultat d'obtenir un appui pour les mesures d'allègement de la dette des pays pauvres.

La réforme des institutions internationales fut l'un des principaux thèmes abordés au Sommet de Halifax, en 1995; les dirigeants ont insisté sur la nécessité d'améliorer leur efficacité et de leur conférer la souplesse voulue pour relever les défis d'une économie mondiale en transition. Le Communiqué de Halifax a porté sur un certain nombre de questions clés, actuellement examinées par les Nations Unies, le FMI, la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement. Ces questions comprennent le renforcement de l'économie mondiale, la promotion du développement durable, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement, la prévention et le règlement des crises économiques, enfin le renforcement de la cohérence et de l'efficacité des